

Avignon, le 29/10/2021,

DÉCLARATION LIMINAIRE au CTL du 29 Octobre 2021

Monsieur le Président du CTL de Vaucluse,

La DGFIP a renoué avec sa tradition du dialogue social façon PPCR, à savoir, si les organisations ne viennent pas, de négociations il n'y aura pas ! Bref, une convocation qui ne dit pas son nom.

Toutefois, face à l'unité intersyndicale, le DG a bien été obligé d'ouvrir de vraies négociations.

Rappelons ici qu'avant ces négociations, la « prime exceptionnelle » était bien moindre que celle finalement obtenue. De plus elle a été étendue à l'ensemble des agents, contrairement à la prime Covid de sinistre mémoire...

Pour ce qui est du volet « cadre de vie », c'est donc une enveloppe de 10 millions qui a été budgétée. Une somme folle ? Pas trop si on se rappelle que c'est peu ou prou le coût de l'opération : « vélos électriques sans batterie » et « gourde pour tous ».

De là à penser que nous sommes tous pris pour des gourdes, il n'y a qu'un pas que nous ne franchirons que si l'ensemble des négociations ouvertes se solde par un échec total.

Du côté des promotions intra-catégorielles, le petit plus obtenu ne permet pas de rattraper les années perdues et l'enveloppe débloquée dans le cadre de l'amélioration du cadre de vie, qui sera débattue en CTL au niveau départemental, tout en ayant au préalable consulté l'ensemble des agents du département, prend l'allure d'un entraînement aux futurs CSA...

Personne n'est dupe, ces sommes tombées du ciel sont le maigre « fruit » des économies brutes toutes réalisées durant cette crise sanitaire et des suppressions massives de postes que la DGFIP subit depuis près de 20 ans et va continuer de subir.

Car, de ce côté-là, rien de bon à attendre. Pas de moratoire en vue. Et ce ne sont pas les déclarations des candidats pour l'élection Présidentielle qui vont nous rassurer, pas plus que celles des magistrats de la Cour des Comptes.

Qu'ont donc fait les fonctionnaires pour subir un tel traitement ? Sont-ils les uniques responsables de la dette qui s'accumule année après année ? N'ont-ils pas TOUS fait la preuve de leur efficacité, notamment depuis le début de la crise Covid ?

Vouloir, petit à petit, les remplacer par des agents sous contrat privés et précaires, ressemble furieusement à un recul social qui succède aux plans sociaux mis en place par tous les gouvernements qui se sont succédés ces dernières années.

Ce que fait l'État lui coûte cher peut-être, mais ce qu'il fait faire à sa place l'affaiblit inexorablement, comme l'avait parfaitement analysé Jean Jaurès en son temps. Un temps pourtant lointain mais qui anime toujours les soi-disant progressistes d'aujourd'hui. Et ce seraient les organisations syndicales les plus conservatrices ?

Toutes nos propositions tendent vers le progrès social, le vrai ; celui qui prend en compte les gains, et pas seulement les coûts. En effet, à elle seule, la réduction d'un coût n'est pas un progrès, mais une économie aveugle aux réalités sociales.

À la DGFIP, en quoi les projets du NRP sont-ils un progrès ? La dématérialisation à outrance et l'avènement du « clic » obsessionnel dans les services ne font que massacrer la haute technicité de notre administration pourtant reconnue partout sur la planète et dans l'Univers selon notre Ministre de tutelle...

Est-ce-là le but caché, en tout cas très mal caché, de toutes ces réformes ? Rendre notre travail tellement abrutissant qu'il ne justifiera plus l'embauche de fonctionnaires sous statut ?

En y réfléchissant bien, détruire ainsi la seule administration en charge du budget de l'État revient, en pratique, à un suicide social.

Le peuple aime bien détruire ce qu'il aime, et nous savons tous que les citoyens nous aiment, quoiqu'ils en disent. L'afflux dans nos accueils, physiques ou dématérialisés, le démontre encore et encore. La qualité de nos agents est reconnue, mais sera-t-elle aussi parfaite dans son impartialité dans le futur de l'emploi précaire et sous contrat ? Il suffit de constater l'excellence des entreprises de service et leurs centres d'appel pour deviner ce qui nous attend...

Et ce qui nous attend dans le Vaucluse est connu : le mariage forcé entre services. Avec toujours le même double objectif affiché : d'un côté, améliorer nos conditions de travail en terme de modalités d'exercice des missions et d'organisation des services et aussi, d'un autre côté, l'inaudible « recherche de l'acquisition d'une taille critique, avec le souci d'améliorer le service rendu aux usagers »... Les collègues avignonnais ont déjà pu savourer l'amélioration lors des fusions des SIP et SIE Avignon Est et Ouest... Surtout du côté des suppressions de postes !

Personne n'est dupe. Ce projet n'est que le dernier avatar d'une politique dite de « rationalisation » des services publics : un accueil de proximité très basique, et des services « techniciens » éloignés. Le but est de supprimer tout ce qui se situe entre ces deux pôles, les missions comme les agents qui les assurent.

Depuis le début de ce projet de NRP, Solidaires Finances Publiques a toujours refusé de participer à ce jeu de dupes et continuera à le faire. Ce projet est celui de l'Administration, alors qu'elle assume seule ses irresponsabilités.

Nous profiterons à nouveau de ce CTL pour démontrer une énième fois l'absurdité et la dangerosité de VOTRE projet.

Merci pour votre écoute, mais non merci à vos réformes !!!!